

Droit Administratif

SOUS LA DIRECTION DE JEAN-BERNARD AUBY, Professeur à l'Université de Paris-II, Directeur du Juris-Classeur Administratif
COMITE DE RÉDACTION : MICHEL BAZEX, Professeur de droit public à l'Université de Nanterre-Paris-X
 PAUL LIGNIÈRES, Avocat à la Cour (Landwell et Associés)
 MARTINE LOMBARD, Professeur à l'Université Panthéon-Assas-Paris-II
 ALAIN MÉNÉMÉNIS, Conseiller d'État
 Professeur associé à l'Université Paris-XII



42^e ANNÉE - N° 7 - JUILLET 2003

Chroniques 12 et 13
 Commentaires 141 à 161
 Pratiques 7
 Actualités 45 à 51

JurisClasseur
 Groupe LexisNexis

L'ABROGATION DES ACTES ADMINISTRATIFS NON RÉGLEMENTAIRES CRÉATEURS DE DROIT

(page 6) **Par Rozen NOGUELLOU**
 Docteur en Droit
 Chargée d'enseignements
 à l'Université Panthéon-Assas (Paris II)

LE RETRAIT DES AIDES PUBLIQUES. À PROPOS D'UN REVIREMENT DE JURISPRUDENCE

(page 10) **Par Sylvande PERDU**
 Docteur en droit public, ATER à l'Université
 de Pau et des Pays de l'Adour

PRATIQUES : Marchés publics : moins de réglementation,
 plus de droit ?

CE Dans la sélection des Commissaires du Gouvernement :

- 142** Reprise en régie d'une concession et article L. 122-12 du Code du travail (page 16)
- 148** Qualification des marchés de fournitures conclus avant la loi « MURCEF » (page 22)
- 160** Régime du retranchement de lignes de chemin de fer (page 31)

COMMENTAIRES

141 **CONCURRENCE**
 Contrôle des concentrations
 dans le secteur bancaire (page 14)

147 **MARCHÉS**
 Nouveau code :
 la suppression des METP
 (page 21)

152 **ENSEIGNEMENT**
 Étendue de la compétence
 du conseil supérieur de l'éducation
 (page 25)

144 **MARCHÉS**
 Nouveau code :
 les marchés d'assurances (page 18)

150 **ENSEIGNEMENT**
 Recrutement : contrôle du
 juge sur les décisions des commis-
 sions de spécialistes (page 23)

159 **SERVICES PUBLICS**
 Un livre vert de la
 Commission sur les services d'intérêt
 général (page 29)

Voir sommaire page 2

SOMMAIRE

Actualités	n° 45 à 51	Note CE	n° 151
CHRONIQUES			
L'abrogation des actes administratifs non réglementaires créateurs de droit	Chron. 12	<i>Questions générales</i> : Étendue de la compétence du conseil supérieur de l'éducation Note CE ..	n° 152
Le retrait des aides publiques, à propos d'un revirement de jurisprudence	Chron. 13	FINANCES ET COMPTABILITÉ PUBLIQUES (page 26)	
COMMENTAIRES			
CONCURRENCE (page 14)		<i>Comptabilité publique</i> : La déclaration des créances des collectivités publiques à l'égard d'entreprises en liquidation	n° 153
<i>Concentrations</i> : Contrôle des concentrations dans le secteur bancaire : nature du contrôle et autorité compétente Note Michel Bazex et Sophie Blazy	n° 141	FONCTION PUBLIQUE (page 26)	
CONTRATS (page 16)		<i>Retraite</i> : Les conditions d'application du report d'âge pour charges de famille Note CE	n° 154
<i>Délégations de service public</i> : Reprise en régie d'une concession et article L. 122-12 du Code du travail Note CE	n° 142	<i>Statuts</i> : La situation des personnels des chambres des métiers Note CE	n° 155
<i>Marchés publics</i> : Nouveau code : les marchés entre personnes publiques Note Alain Ménéménis	n° 143	PROCÉDURE (page 28)	
Nouveau code : les marchés d'assurances Note Alain Ménéménis	n° 144	<i>Appel</i> : L'adoption des motifs retenus par les premiers juges Note CE	n° 156
Nouveau code : les achats de médicaments Note Alain Ménéménis	n° 145	<i>Expertise</i> : L'appréciation de l'utilité d'une mesure d'expertise Note CE	n° 157
Nouveau code : annulation partielle des articles 39, 40, 58 et 63 Note Alain Ménéménis	n° 146	<i>Intérêt pour agir</i> : L'intérêt pour agir contre les décrets statutaires Note CE	n° 158
Nouveau code : la suppression des METP Note Alain Ménéménis	n° 147	Fédération nationale des chasseurs	n° 158
<i>Qualification de contrat administratif</i> : Qualification des marchés de fournitures conclus avant la loi « MURCEF » Note CE	n° 148	SERVICES PUBLICS ET RÉGULATIONS (page 29)	
DOMAINE (page 22)		<i>Un livre vert de la Commission sur les services d'intérêt général</i> Note Martine Lombard ...	n° 159
<i>Occupation</i> : L'expulsion de l'occupation sans titre en référé	n° 149	TRANSPORTS (page 31)	
ENSEIGNEMENT (page 23)		<i>Transports ferroviaires</i> : Le régime du « retranchement de lignes » Note CE	n° 160
<i>Enseignement supérieur</i> : Recrutement : le contrôle du juge sur les décisions des commissions des spécialistes Note CE	n° 150	URBANISME (page 32)	
Recrutement : la motivation des refus de qualification par le conseil national des universités		<i>Permis de construire</i> : La possibilité de refuser un permis dans une zone de carrières	n° 161
		PRATIQUES (page 34)	
		<i>Marchés publics</i> : moins de réglementation, plus de droit ? Par Paul Lignières et Maxime Jacob	n° 7
		Table du nom des requérants	p. 33
		VEILLE LÉGISLATIVE	p. 35

Index général

“ J ” renvoie à de la Jurisprudence, “ T ” renvoie à des Textes, “ A ” renvoie aux Actualités

Acte administratif	Étendue de la compétence du conseil supérieur de l'éducation	METP	147-J
Communication des documents administratifs	Recrutement	Sans formalités préalables	prat. n° 7
Notification	Environnement	Procédure	
Ordonnance non ratifiée dans le délai prévu	Finances et comptabilité publiques	Appel	156-J
Refus de prendre une circulaire	Comptabilité publique	Expertise	157-J
Concurrence	Fonction publique	Intérêt pour agir	158-J
Contrats	Personnels des chambres des métiers	Référé	
Qualification de contrat administratif	Retraite	Référé précontractuel	43-A
Délégation de service public	Marchés publics	Responsabilité	
Domaine	Achats de médicaments	Médicale	4-A
Occupation	Annulation partielle des articles 39, 40, 58 et 63	Services publics	
Élections	Entre personnes publiques	Services d'intérêt général	159-J
Enseignement	Marchés d'assurances	Transports ferroviaires	160-J
		Urbanisme	
		Permis de construire	161-J